

# Historical Papers Communications historiques



## Résumés

Volume 18, Number 1, 1983

Vancouver 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/030910ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/030910ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

### ISSN

0068-8878 (print)

1712-9109 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this document

(1983). Résumés. *Historical Papers / Communications historiques*, 18(1), 282–290. <https://doi.org/10.7202/030910ar>

All rights reserved © The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada, 1986

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**Érudit**

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

## **Résumés**

### **ARTHUR: “Rural Faith . . .”**

L'étude des croyances et attitudes religieuses des ruraux français du début de l'époque moderne n'est pas qu'utile aux chercheurs intéressés à la religion populaire; elle l'est aussi à ceux qui se préoccupent de retracer l'implantation et l'application des réformes tridentines. Certaines perceptions sont ici implicites. Ainsi, selon certains, la majorité des Français pré-tridentins auraient été à peine christianisés, leur foi ou croyance ayant été un curieux mélange de traditions médiévales et de superstitions païennes. Ils s'appuient pour ce dire sur les témoignages des prêtres tridentins qui, l'auteur nous le rappelle, avaient fréquenté les séminaires et étaient majoritairement des urbains. D'autres ont plutôt perçu la vie religieuse dans les campagnes françaises comme ayant été traditionnelle et étant restée inchangée jusqu'à l'imposition des normes tridentines par ce nouveau clergé issu de la réforme.

Les circonstances ayant été telles, il est évident que le clergé et le peuple de l'époque aient été fort divisés. Cependant, cette division ne fut peut-être pas tant le résultat de l'insuffisance de la christianisation du peuple que celui de la nouvelle orientation théologique d'un clergé paroissial mieux formé qu'avant et qui perçut l'état de la christianisation comme étant insuffisant. C'est là la théorie que l'auteur veut vérifier à travers l'étude de 539 testaments provenant des Archives départementales de l'Aube et s'échelonnant des années 1500 à 1650.

Après avoir décrit le corpus des testaments et souligné les problèmes inhérents à la source, l'auteur en analyse le contenu en faisant ressortir ce qui a trait à la pratique et à la croyance religieuse: dévotions, appartenance aux confréries, attachement aux chapelles de procession, dons à l'Eglise, à la paroisse et aux pauvres, demandes de prières et de messes, coutume de la “trentaine” et de “l'année”, désir d'être enterré sous l'église et préoccupation du salut. Toutes ces manifestations varient évidemment dans l'espace et le temps mais elles n'en témoignent pas moins de croyances religieuses véritables et de pratiques qui étaient tout à fait orthodoxes à l'époque. Le clergé tridentin l'eût-il compris ainsi qu'il n'aurait pas mis fin à des traditions séculaires et amené la religion à être perçue comme étant imposée d'en haut plutôt qu'émanant d'une culture profondément ressentie. Voire, précise l'auteur, la foi qui a inspiré les testaments de 1500 à 1650 eût-elle survécue que la déchristianisation qui survint plus tard n'aurait été ni aussi facile ni aussi répandue.

### **BEUTLER, “Les moulins à farine. . . .”**

The Sulpician seminary in Paris established a Canadian chapter in Ville-Marie (later Montreal) in 1657; six years later this branch became seigneur for three properties, the seigneuries of Ile de Montréal, Lac-des-Deux-Montagnes to the

## RÉSUMÉS

northwest and Saint-Sulpice to the northeast. The Conquest severed the connection with the founding house, but until the commutation of seigneurial tenure in 1840, the Canadian seminary vigorously maintained its traditional role. While earlier work has explored the seigneurial system in its legal, social and political dimensions, little work has been done on the seigneurie as an economic entity, its potential for profit and loss and the manner in which traditional obligations were balanced against financial realities. Though they do not provide a complete account and offer many difficulties for analysis, the carefully preserved records of the Séminaire de Saint-Sulpice offer an important look at the financial workings of one aspect of a seigneurie. Elsewhere the author has surveyed the wheat economy of Montreal, and the place of the Séminaire in provisioning the city. In this essay, she examines the interplay of economics and politics, of obligations and profitability in the management of the resources of these three properties.

The author concludes that the Sulpicians attempted to achieve two objectives simultaneously: the maintenance of status and power within the political system, and the maximization of profit within the economic system. The extensive statistical basis for her conclusions is presented in a series of tables which detail the construction of both water and wind mills, and the duration of their activity; the cash receipts from each; the annual production of the mills; the accounts receivable compared with the actual receipts; the costs of running the mills, and the profitability of the mills as a strictly economic enterprise. The Séminaire invested large amounts in both their wind, and the more expensive water mills; they expected that investment to yield a solid return. Their record of repairs and renovation to existing mills, their concern for fire prevention and their willingness to invest in greater mechanization all point to a commitment to the mills as an economic enterprise. The Séminaire jealously guarded its seigneurial rights over mill sites to the end, but by the 1820s they were prepared to concede to entrepreneurs the risk of operating in an increasingly competitive commercial and industrial climate.

### **CRAVEN and TRAVES:** "Canadian Railways. . . ."

Depuis longtemps, les chemins de fer ont constitué un des sujets préférés des praticiens de l'histoire économique. Toutefois, seuls les aspects de leur construction et de leur financement ont retenu l'attention des chercheurs et, à date, les compagnies de chemins de fer n'ont été considérées qu'en tant que compagnies de transport. Cette optique, pourtant, fausse la réalité puisque les principales compagnies de chemins de fer au Canada ont été considérables et que leurs activités ont couvert un vaste éventail d'entreprises économiques. De fait, dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, elles comptaient parmi les plus importantes firmes manufacturières du pays.

C'est ce que l'on démontre ici par le biais d'une étude de l'un des aspects de leurs activités manufacturières, soit celui qui concerne les locomotives et les wagons. Il appert, en effet, que non seulement les grandes compagnies ont construit leurs wagons et leurs locomotives mais qu'elles ont également mis sur pied des ateliers pour les réparer et des usines pour fabriquer l'outillage et les pièces nécessaires à leur entretien, leur réparation et leur recyclage. Qui plus est, ces ateliers et usines ont été parmi les mieux administrés et les plus avancés technologiquement au pays. Il est évident donc,

selon les auteurs, que la vision traditionnelle de la place des chemins de fer dans le processus d'industrialisation au Canada doit être révisée à la lumière d'études portant sur les activités manufacturières qu'ils ont engendrées. Peut-être, d'ailleurs, ces études mèneront-elles les chercheurs à s'interroger sur les raisons pour lesquelles les autres manufactures canadiennes ont accusé tant de retard par rapport aux progrès accomplis à l'époque par les grandes compagnies de chemins de fer.

**CROSS and FRASER:** 'My own dear home'. . . .

Les auteurs nous proposent ici de jeter un nouveau regard sur le personnage de Robert Baldwin, l'un des grands promoteurs de l'instauration du principe de la responsabilité ministérielle au pays. L'image que l'on a connue de lui jusqu'à présent en est surtout une d'un politicien intègre, d'un gentilhomme accompli, d'un homme public d'une grande réserve qui donnait même souvent l'impression d'être un peu terne, voire sans grande passion.

Or, l'étude de nouvelles sources le concernant nous le révèle plutôt comme ayant été un personnage tourmenté, inquiet et d'une grande sensibilité. Il conçut d'ailleurs très tôt une immense passion pour une jeune cousine qu'il épousa, en 1827, à l'âge de 23 ans. Les années qu'il vécut avec cette femme dont il était profondément épris — et qui, semble-t-il, le lui rendait bien — furent sans doute les seules années heureuses de sa vie. Ils eurent ensemble quatre enfants mais elle se releva difficilement de sa dernière grossesse dont elle avait été délivrée par césarienne et mourut, en 1836, après seulement neuf années de mariage.

En dépit du chagrin et de la douleur qu'il en ressentit, Baldwin ne quitta pas la vie publique mais il vécut le reste de sa vie en se remémorant les années passées avec elle et en érigeant sa peine en une espèce de culte centré sur la célébration de leur amour. Gestes, objets et événements lui rappelaient les diverses étapes de leur vie commune et il poussa la dévotion jusqu'à prescrire par testament qu'on lui fasse, après sa mort, la même incision que sa femme avait dû subir lors de la naissance de leur dernier enfant. Sa mélancolie s'accrut d'ailleurs avec les années. Déjà, en 1850, il était réduit à l'incapacité pendant plusieurs mois et il mourut quelques années plus tard, au cours des derniers mois de 1858.

**DARROCH and ORNSTEIN:** "Family Coresidence. . . ."

Depuis les dernières années, les problèmes relatifs à la maisonnée ont assumé une place de plus en plus prépondérante en histoire sociale. Des recherches récentes ont d'ailleurs démontré que, loin d'être réduites à leur état nucléaire de par les impératifs du capitalisme industriel, les maisonnées ont au contraire gagné en complexité en plusieurs endroits au début de la période d'industrialisation. Ainsi, dans plusieurs maisonnées du XIX<sup>e</sup> siècle, la famille nucléaire fut augmentée de d'autres membres de la parenté, de pensionnaires ou même de locataires. Voire, certaines maisonnées ont été encore plus complexes puisqu'elles étaient formées de plus d'une famille ou de plus d'un couple non apparentés. Ce sont ces derniers aspects de la complexité des maisonnées que les auteurs privilégient dans cet article.

## RÉSUMÉS

A partir d'un échantillonnage de 10 000 maisonnées tiré du recensement canadien de 1871, ils étudient les quelque 1022 ménages composés de plus d'un couple ou de plus d'une famille non liés par des liens de parenté. Dans un premier temps, l'analyse porte sur la répartition de ces maisonnées par province, sur leur appartenance aux milieux rural ou urbain et sur la composition même des familles qu'elles comprenaient. Dans un deuxième temps, les auteurs étudient l'incidence possible de la présence parmi elles de membres d'une famille-souche en dépit de noms différents: par exemple, celle d'une fille et de son époux vivant avec les parents de celle-ci. Ils se penchent ensuite sur les cycles de vie de ces familles et, enfin, ils examinent les différents aspects des rapports qui ont pu les lier en relevant, entre autres éléments, l'occupation des chefs de famille et leur origine ethnique.

Il ressort de tout ceci que la corésidence de familles non apparentées était beaucoup plus répandue au pays qu'on ne l'avait soupçonné jusqu'à date. De plus, la composition des maisonnées était également plus complexe que ce que l'on avait escompté. Bien souvent, en effet, les familles qui corésidaient comptaient des adolescents en âge de travailler et, parfois aussi, ces familles étaient issues d'un milieu bourgeois. En somme, ce sont là des incidences qui obligent à remettre en question certaines idées reçues et, en particulier, celle qui veut que les familles du XIX<sup>e</sup> siècle n'aient corésidé que dans des moments de difficultés économiques.

### **FLANDRIN, "Histoire de la famille. . . ."**

This year's Distinguished Historian, Professor Jean-Louis Flandrin of the Université de Paris 8 — Vincennes and the Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales, surveyed the state of his major field of interest, the inter-relationship between family and psychological history. These are relatively new fields, and the links between them are comparatively unexplored as a result. Yet, in spite of some false starts, much has been accomplished, the work-in-progress contains great promise and the possible avenues for future work are almost limitless. Much will be achieved if the crossfertilization of the various disciplines continues.

The author then reviews the sub-fields of family history, and cites those works, both published and unpublished, which appear to offer fresh insights and/or research approaches. Problems and weaknesses are also considered. For example, while Georges Duby's book, *Le chevalier, la femme et le prêtre* is highly praised as a pathfinding study which should be the inspiration for much future work in the area of the study of the evolution of Christian marriage, Professor Flandrin outlines his reservations regarding certain of Duby's theses. Similarly, the work of Edward Shorter and Elizabeth Bandinter receives more than passing criticism. Professor Flandrin devotes the greatest amount of comment to the topic of the quality and nature of interfamily relations over time — a topic which, he concludes, has roused much sterile and unproductive debate but which is richly documented in the sources and ought to be the object of considerable research in the future. Other topics of comment include

- a) the size and structure of the domestic unit
- b) the nature of family ties
- c) the intermarriage of family members

- d) the various motivations for marriage over time
- e) the evolution of the notion of a Christian marriage
- f) the mores surrounding sexual relations within marriage
- g) feelings between and among family members

The author concludes with a warning of the need to be sensitive to the variety of interpretation possible in assessing historical behaviour which may vary widely from our own contemporary cultural norms.

**FRANK:** "The Trial. . . ."

En octobre 1923, la Cour suprême de la Nouvelle-Ecosse condamnait le secrétaire-trésorier régional du syndicat des mineurs du Cap Breton, James B. McLachlan, sous trois chefs d'accusation de libelle séditieux, chacune étant passible d'une peine de vingt ans d'emprisonnement. Le procès eut l'allure d'un événement national tant à cause de l'importance des gens qui y étaient impliqués qu'à cause du caractère exceptionnel des accusations portées. En effet, le cas fut présenté par le procureur de la couronne, Walter J. O'Hearn, comme étant une occasion de juger non pas un homme mais un principe, à savoir, si l'on permettrait aux doctrines soviétiques de s'épanouir en Nouvelle-Ecosse.

L'auteur analyse les événements qui entourèrent le procès, tant avant qu'après, tout en les replaçant dans le contexte des luttes syndicales qui marquèrent le début du XX<sup>e</sup> siècle. Selon lui, le cas McLachlan en fut un où la loi concernant la sédition servit un double but: mettre un frein à la liberté d'expression, d'une part, et punir des syndicalistes radicaux d'autre part. Ce cas toutefois, rappelle-t-il, appartient à une période de transition dans l'histoire ouvrière canadienne. James B. McLachlan eut la mauvaise fortune d'être à l'intersection de la voie ancienne et de la nouvelle en ce début des années 1920, soit au moment où l'on commença à faire de plus en plus appel à la loi plutôt qu'à la force brutale pour régler les conflits.

**LIGHTMAN:** "Pope Huxley. . . ."

En 1858, Henry Longueville Mansel donna une série de conférences, dans le cadre des "Bampton Lectures", qui suscitèrent de vives réactions. Il y défendait, entre autres, l'infailibilité de la Bible à partir de prémisses selon lesquelles l'homme étant un être limité alors que Dieu et le monde transcendantal se situent au-delà de ces limites, l'homme ne peut, par conséquent, critiquer la Bible qui est une communication de Dieu, un Être qui est inconnaissable par définition.

Parmi ceux qui réagirent aux propos de Mansel se trouvaient plusieurs naturalistes de l'époque et, en particulier, Thomas Henry Huxley. Celui-ci compara Mansel à un personnage caricaturé par Hogarth qui est en train de scier la branche sur le bout de laquelle il est perché. Selon Huxley, Mansel ne faisait pas que détruire la théologie

## RÉSUMÉS

chrétienne qu'il voulait défendre mais il fournissait en plus des arguments à ses délateurs. De fait, une nouvelle forme de scepticisme religieux s'édifiait à l'époque, à partir du concept que le monde matériel étant seul connaissable, le transcendantal s'avérait donc inaccessible pour l'homme. Huxley, qui partageait ces idées, désigna plus tard cette forme de scepticisme religieux sous le nom d'agnosticisme. Cette nouvelle forme de scepticisme engendra d'ailleurs de longues polémiques concernant la science et la religion et Huxley se retrouva souvent au centre de ces débats.

L'auteur analyse ici les démêlés et les jalons qui marquèrent l'évolution de l'agnosticisme et il constate que, ironiquement, si Mansel fit du tort à la religion en s'appuyant sur une perception de l'homme comme étant limité dans sa capacité de connaître, Huxley et les agnostiques qui lui empruntèrent cette vision des choses, firent, de leur côté, beaucoup de tort à la science.

### **MACLEOD:** "Colliers, Colliery Safety. . . ."

Au XIX<sup>e</sup> siècle, les houillères de la Nouvelle-Ecosse étaient des endroits dangereux. Non seulement, en effet, les taux de décès y étaient-ils très élevés, mais ces mines étaient également le théâtre des pires désastres survenant sur le continent nord-américain.

L'auteur étudie ici les diverses réformes que ces dévastations ont engendrées. Selon lui, les réformes en Nouvelle-Ecosse ne furent pas que le résultat de lois et de contrôles imposés par les autorités gouvernementales. Il appert plutôt que les changements les plus significatifs concernant les politiques visant à assurer la sécurité des mineurs soient venus des mineurs eux-mêmes. Ces réformes, de plus, furent multi-dimensionnelles tant dans les motifs que dans les techniques. Ainsi, elles furent suscitées tout autant par les dangers qui sont inhérents au métier que par les ambitions sociales de certains mineurs qui voyaient d'un mauvais oeil l'autocratie exercée par de nombreux maîtres de houillères. De même, les techniques de réformes furent-elles aussi variées puisqu'on eut recours, entre autres moyens, à des sessions d'éducation populaire, à la remise de certificats, à l'intensification des inspections et à l'inclusion des mineurs eux-mêmes dans le processus d'inspection.

Si avancées pour l'époque que furent ces réformes, toutefois, elles n'eurent pas nécessairement tous les succès escomptés et cela est dû, en bonne partie, aux doutes qu'entretenait le commun des mineurs quant à la nécessité ou à l'importance de certaines des mesures de sécurité que les réformateurs avaient tenté d'instaurer.

### **PRATT:** "History in Schools. . . ."

Depuis nombre d'années déjà, l'enseignement de l'histoire a fait l'objet d'études diverses. On s'est préoccupé tantôt de la matière présentée, tantôt des méthodes utilisées, et on s'est surtout beaucoup interrogé sur la place que l'histoire occupe — ou

devrait occuper — dans les programmes scolaires, particulièrement aux niveaux primaire et secondaire. Selon l'auteur, la tâche principale des planificateurs de programmes devrait être d'établir un ordre de priorités au sein des matières enseignées et il estime que le maintien d'une tradition ne devrait, d'aucune façon, constituer une raison suffisante pour garder une matière au programme.

A cet égard, le cas de l'histoire est compliqué du fait de son ethnocentrisme reconnu. De plus, de nombreuses questions se posent quant à la capacité des enfants du primaire de comprendre certains des aspects importants de l'histoire et, de même, l'histoire ne semble pas encore avoir de véritable raison d'être au niveau secondaire. L'auteur propose donc que l'enseignement de l'histoire soit abandonné au primaire et que l'on établisse sa raison d'être au secondaire en se basant sur les trois prémisses suivantes: l'histoire peut convenablement servir d'introduction à l'utilisation de témoignages ou d'évidences; la biographie peut contribuer à augmenter la conscience de l'individualité chez l'étudiant; le partage d'expériences constitue la base même de toute identité culturelle.

**STRUTHERS: "‘Lord Give us Men’. . . ."**

Depuis la dernière décennie, les travailleurs sociaux du Canada sont aux prises avec un embarrassant paradoxe: bien que les femmes aient été les pionnières dans la profession et qu'elles représentent près de soixante pour cent des effectifs dans le domaine, les hommes y occupent les meilleurs postes, tant dans l'enseignement que dans l'administration, et, à travail égal, ils commandent de meilleurs salaires. Des études récentes effectuées dans plusieurs provinces canadiennes en témoignent éloquemment et il en est de même, d'ailleurs, aux Etats-Unis. Ainsi, et curieusement, il appert donc qu'en dépit du fait que les membres de cette profession s'enorgueillissent d'avoir été à l'avant-garde de nombreuses transformations sociales, le sexisme qui sévit dans la répartition du travail au sein de la profession ne fait que refléter les inégalités qui existent toujours dans notre société.

L'auteur s'interroge ici sur les origines de ces inégalités, sur les raisons qui ont empêché les femmes de s'emparer des postes les plus rémunérateurs, sur la perception qu'avaient ces femmes du rôle de la femme dans la société et, enfin, sur l'incidence que ces deux dernières questions ont pu exercer l'une sur l'autre. A travers l'étude des événements qui ont marqué la profession dans les décennies vingt à quarante, il constate que non seulement les hommes ont dominé dans la profession mais que, bien souvent, ces hommes qui étaient beaucoup mieux rémunérés que les femmes qu'ils dirigeaient étaient à la fois plus jeunes et moins bien formés qu'elles. A cet égard, le travail social ressemblait fort aux autres professions féminines à l'époque à cette différence près, toutefois, que les travailleuses sociales protestaient en somme contre une image de la femme qu'elles avaient, d'une certaine façon, contribué à maintenir et qu'elles s'opposaient à une domination masculine qu'elles avaient elles-mêmes encouragée à une certaine époque, préoccupées qu'elles étaient alors de rehausser l'image de la profession aux yeux de la société.



## RÉSUMÉS

### **WALLOT, "Frontière ou fragment du système Atlantique. . . ."**

A group's collective identity is a complex phenomenon which is always difficult to delineate and understand, but however one does so, historical antecedents must be a crucial element. This year's "Presidential Address" explores this important question, which was raised in an earlier presidential discourse. On that occasion, Robert Craig Brown noted that "historical knowledge is an essential component of a nation's sense of cultural identity." Professor Wallot elucidates this theme: without a concept of what you have been, you cannot know who you are, or what you can be. As one of the characters in Joy Kogama's novel *Obasan* observes, "you are your history. If you cut off any of it, you're an amputee."

Professor Wallot sets out to explore this problem by examining the Lower Canadian identity between roughly 1780 and 1815, in order to place the colony within the context of the culture of the North Atlantic world. Though Quebec/Lower Canada has often been portrayed as a closed society, relatively homogenous in its attitudes, cut off from its intellectual roots, and somewhat unsympathetic to new ideas, study of aspects of its culture suggest otherwise. The colony had access to contemporary international thought, in all of its variety, and was more than a passive observer in the clash of ideas and the rhythms of cultural change then current in Europe. In arriving at these conclusions, the author presents a two-part defence; in the first part of his paper, he examines the means of cultural diffusion, the role of printed materials in the formation of attitudes and the rapidity with which European ideas were transferred to Quebec. He concludes that, when one removes the time required to transmit these ideas, the colony was aware of, and deeply involved in, the intellectual cross-currents of the North Atlantic world.

The author then proceeds to test the validity of this point by examining three quite different aspects of public culture: the discussion aroused by the fear of overpopulation and consequent impoverishment; the banking system and money, and finally, parliamentary theory and practice. In each of these fields, Professor Wallot concludes, the colony's cultural élite, at the very least, was aware of, and responsive to, recent European thought. In a society which boasted nearly universal literacy, this conclusion suggests a culture far more up-to-date than previous work would lead us to expect.

### **WOOTTON: "The Fear of God. . . ."**

Cet article a pour point de départ quelques manifestations récentes d'une vieille tradition, en l'occurrence celle de priver les non-croyants de certains droits civils fondamentaux. C'est là une habitude qui met du temps à mourir et qui découle directement de la théorie selon laquelle seuls ceux qui craignent Dieu méritent confiance.

L'auteur rappelle d'abord que l'idée de la religion perçue comme étant à la base de l'ordre social a une très longue histoire, une histoire aussi longue, de fait, que celle de n'importe quelle idée à laquelle on pourrait penser. Il démontre ensuite, dans un deuxième temps, que cette idée prit graduellement une forme différente au cours des

siècles et qu'elle devint la théorie selon laquelle un non-croyant n'est pas digne de confiance, quelles que soient les qualités qu'il puisse posséder. Il découla de cette théorie que la crainte de Dieu et celle du bourreau s'instaurèrent comme les seuls fondements de l'ordre social. Cette idée était d'ailleurs si solidement établie au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle que, pendant cent ans, personne ne la remit en question. Dans un troisième temps, enfin, l'auteur analyse brièvement les principaux courants philosophiques des siècles qui suivirent pour constater que l'idée de la crainte de Dieu a été au centre de la théorie politique depuis Machiavel jusqu'à Mill. Cette constatation faite, il s'interroge cependant à savoir pourquoi, dans leurs analyses, les historiens de la théorie politique n'ont jamais souligné l'importance de cette idée et il suggère, en conclusion, que les idées qui ont le plus de signification historique sont peut-être celles que l'on a le plus tendance à considérer comme acquises.